

## **Les principales conclusions du bilan économique du IX<sup>e</sup> Plan**

Le bilan des politiques économiques menées depuis 1960 révèle une tendance à la baisse de la croissance de la production; le taux de croissance du PIB a reculé ces quinze dernières années; passant de 3,8% l'an entre 1979 et 1983 à 2,6% entre 1984 et 1988, puis à 1% entre 1989 et 1993. Face à ces contre-performances économiques, le croît démographique n'a cessé d'augmenter avec un taux de croissance moyen passant de 2,3% entre 1960 et 1970 à 2,6% entre 1970 et 1976. Les mouvements migratoires ont dépeuplé les campagnes au profit des villes, surtout Dakar, au cours de la période post indépendance ; ce qui entraîne une urbanisation de plus en plus importante de la population passant de 34% en 1976, 39% en 1988 et à 41% en 1995.

Les politiques d'ajustement structurel mises en oeuvre pour juguler la crise économique ont eu pour conséquence d'accroître les déficits sociaux tout en limitant la dégradation des équilibres financiers. Les demandes sociales en matière d'alimentation et de nutrition, d'accès à l'eau potable, de santé, d'habitat, d'éducation sont de moins en moins satisfaites en raison de l'importance des efforts en matière d'infrastructures et de fonctionnements alors que la contrainte budgétaire devient de plus en plus tendue.

A la suite de la dévaluation, la reprise amorcée en 1994, avec une croissance de 2% du PIB dans un contexte marqué par la dépression de la demande et un attentisme des opérateurs économiques, semble se confirmer en 1995 avec 4.5% de hausse.

La tendance défavorable des valeurs et mentalités et la faible prise en charge des initiatives locales constituent des contraintes majeures pertinentes. Toutefois des germes de changement positifs sont apparus, parmi lesquels, l'éclosion des initiatives individuelles (GIE, associations...) se traduisant par :

- une plus faible attente vis-à-vis de l'Etat pour la prise en charge et la résolution des problèmes,

- la réhabilitation de l'Entreprise.

Mais le phénomène le plus important, reste le développement des technologies de l'information qui accompagne les mutations de l'environnement international. Le monde a

- une grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur;
- la poursuite de la dégradation de l'environnement ;
- une place encore excessive de l'Etat, malgré les germes de changements actuels;
- et enfin, une certaine émergence de l'auto-organisation et de la valorisation de l'effort individuel.

Dans le scénario tendanciel, l'image à long terme du Sénégal sera déterminée par l'influence exercée par l'évolution de l'environnement international, proche et lointain, et de l'environnement naturel, mais aussi par la dynamique propre aux systèmes socio-économiques et socioculturels nationaux.

### L'environnement international du Sénégal

- le monde devient multipolaire ; trois pôles de développement majeurs apparaissent : les USA - l'Europe - le Japon. La domination des Etats-Unis sur l'économie mondiale fait place à une concurrence vive entre ces trois pôles.
- Des blocs de développement apparaissent ou vont se constituer par intégration économique, pour atteindre une masse critique permettant une capacité de développement endogène, mais aussi de compétition dans un monde devenu plus interdépendant et plus agressif. Ce sont, soit de grands pays (Inde, Chine, Brésil, Mexique, Nigéria...) soit des nations moyennes ou petites faisant des efforts d'intégration économique (Europe, Canada avec USA, Maghreb arabe...).
- Deux grandes zones de développement concurrentes se constituent autour du Bassin Pacifique (Japon, Corée du Sud, Canada, USA, Australie) et autour du bassin Atlantique (USA, Europe, Canada, Brésil, Mexique...).
- Les inégalités s'accroissent entre pays ou blocs de pays, mais aussi à l'intérieur des pays (monde fragmenté, différenciation entre pays du Tiers Monde, sociétés industrielles). Les revenus par tête voient leurs écarts se creuser, plus qu'ils ne convergent.
- La société de l'information accroît encore l'interdépendance entre pôles, zones et blocs, modifie la nature des marchés et des échanges, accélère la diffusion des progrès

technologiques (biotechnologies, supraconductivité, nouveaux matériaux) donne plus de valeur à l'information qu'aux matières premières, aux ressources humaines qu'au capital.

- La baisse tendancielle des cours des matières premières va se poursuivre sous l'effet des progrès technologiques (gains de productivité, produits de substitution).
- Mobilité (suivre les emplois, adaptation (adapter les technologies), vision prospective et volonté stratégique seront des atouts majeurs pour les hommes, les entreprises et les pays.
- Les flux d'aide se raréfient alors que la distorsion entre la consommation et la production s'accroît.

Devant ces mécanismes maîtrisés par des acteurs extérieurs, le Sénégal dispose d'atouts géostratégiques, diplomatiques et humains, qu'il peut utiliser pour affronter les enjeux qu'impliquent les impacts de l'évolution mondiale sur son propre devenir.

Compte tenu de la situation géostratégique du Sénégal, la constitution sur le pourtour du bassin Atlantique de marchés importants, par création d'ensembles économiquement intégrés (Amérique du Nord, Europe, Maghreb) ou par leur seul poids démographique (Brésil, Mexique, Nigéria) sera - surtout dans un monde plus mobile et plus concurrentiel - une chance ou un risque pour le Sénégal.

Une chance de valoriser ses atouts (géostratégiques, diplomatiques, humains) s'il adapte, au préalable sa compétitivité, son infrastructure, ses services ou son marché (intégration économique ouest africaine) afin de pouvoir s'insérer efficacement dans les réseaux d'échanges et d'innovations du Bassin de développement Atlantique.

Un risque, faute de pouvoir s'adapter à cette nouvelle donnée internationale, serait de perdre une partie de nos atouts et de voir la partie la plus mobile et parfois la mieux formée de notre population s'expatrier pour s'intégrer durablement dans les pays du Nord, dont le déclin démographique s'accroîtra au cours du prochain quart de siècle.

### Les tendances du milieu naturel

L'étude rétrospective de l'environnement naturel avait mis l'accent sur les tendances lourdes à la réduction du couvert végétal et à la progression vers le Sud du domaine sahélien (dont la limite méridionale, qui était voici 30 ans à Tivaouane, atteint aujourd'hui Fatick).

La poursuite de la dégradation environnementale est prévisible en raison des effets cumulés de la pression exercée par la population et surtout par la demande urbaine, en croissance rapide. Pression qui, amplifiée par les aléas climatiques, peut réduire encore la croissance, déjà faible, des systèmes de production naturels. La poursuite d'un tel processus conduirait à terme à une généralisation des zones « artificialisées », au détriment des espaces naturels dont il ne devrait rester, dans un quart de siècle, que quelques conservatoires.

La participation des populations rurales aux actions de protection et de reboisement, et l'incitation des populations urbaines à l'utilisation d'énergies renouvelables, seraient de nature à atténuer les effets de la dégradation.

Mais les mécanismes néfastes axés vers la réduction du couvert végétal et l'augmentation de consommation des combustibles ligneux demeurent beaucoup plus vivaces et incontrôlables que les germes de changement favorables, encore peu déterminants, en milieu urbain ou rural.

### L'évolution démographique

Les projections de la population à l'horizon 2015, s'appuyant sur les résultats des enquêtes et recensements récents indiquent une baisse à long terme de la fécondité, (4,5 enfants par femme en 2015, au lieu de 6,6 actuellement), et une légère chute de la mortalité (14 pour mille en 2015, contre 19 pour mille habitants actuellement).

Compte tenu de ces projections, le profil démographique du Sénégal à l'horizon 2015, serait le

-une population totale de 16 millions d'habitants, correspondant à un doublement en 25 ans ;

-une population urbaine de 9 millions de personnes, soit 56 % de la population total, au lieu de 41 % actuellement, et 23 % à l'Indépendance ;

-le rapport ville/campagne s'inversera, passant de 64 % actuellement, à 127 % en 2015 ;

- une population à dominante de femmes puisque 53 % des sénégalais seront de sexe féminin ;

- une proportion de jeunes toujours forte, puisque 58 % des sénégalais (9,2 millions environ) auront moins de 20 ans en 2015 ;

- une répartition toujours déséquilibrée de la population au profit de l'Ouest et du Centre du pays, principalement concentrée dans la région de Dakar, qui comptera 5 millions d'habitants (soit une densité de 9000 habitants au km), si elle croît simplement au même rythme que l'ensemble de la population urbaine.

### **L'évolution du système rural**

Au cours du prochain quart de siècle, la diminution du potentiel productif risque d'entraîner une stagnation de la productivité moyenne de l'agriculture, d'autant que les aléas climatiques et la gestion de l'espace rural apparaissent comme des facteurs handicapants.

La structure actuelle de l'économie rurale caractérisée par la domination de l'arachide, le déficit de la production vivrière, l'insuffisante diversification de l'agriculture risque de se perpétuer.

La réussite de la politique hydraulique en milieu rural ainsi qu'une meilleure intégration agro-sylvo-pastorale, semblent offrir des possibilités d'infléchir positivement ces tendances.

Le développement rural de l'Etat des activités d'encadrement, de soutien et de conseil de la production, modifie le jeu de ses rapports traditionnels avec les promoteurs ruraux.

La dynamique de la jeunesse et de l'auto-organisation peut devenir une chance pour infléchir la tendance au repli sur soi de la société rurale, et favoriser les germes de changement axés vers l'échange d'expériences et l'adoption de technologies plus performantes.

## L'évolution du monde urbain

Le réseau urbain est marqué par une forte concentration à l'Ouest du territoire national, et par une articulation insuffisante, qui ne facilite pas la diffusion du progrès économique et social dans le monde rural, et limite les opportunités d'échanges.

Les villes sénégalaises sont en outre caractérisées par la juxtaposition d'un secteur moderne et d'un secteur informel faiblement articulés.

Il est probable que les industries et services continueront de privilégier la localisation dakaroise, contribuant à accentuer le déséquilibre spatial, sans toutefois créer le volume d'emplois nécessaires pour une population qui doublera en 25 ans. Le secteur informel continuera donc à se développer.

Les contraintes de la gestion du cadre de vie urbain devraient se maintenir en liaison avec l'occupation spontanée des sols et les empiétements illégaux.

Face au rythme élevé de croissance urbaine, l'environnement urbain va requérir des ressources financières et des solutions techniques pour faire face aux besoins en infrastructures et équipement multiples (depuis l'assainissement jusqu'aux transports en commun), mais aussi pour créer des espaces verts et pour lutter contre la pollution atmosphérique.

Ce qui veut dire que toute politique de développement qui ne prend pas en considération la place de la ville dans le processus de production et les préoccupations de la population, risque de préciser davantage le scénario tendanciel.

## Les tendances de l'économie

L'évolution à long terme de l'économie est marquée par le jeu des tendances suivantes :

- l'évolution démographique rapide ;
- les distorsions entre consommation et production ;
- le rôle économique de l'État ;

~~-la dépendance forte vis-à-vis de l'étranger~~

La croissance démographique rapide pourrait agir alternativement comme un frein ou comme un stimulant, sur l'économie nationale.

Un frein, lorsqu'elle amplifie la dégradation du milieu naturel, ou accélère un mouvement d'urbanisation sans industrialisation. Un stimulant, lorsqu'elle joue un rôle positif sur l'offre et la demande, ou sur l'innovation.

Les distorsions entre la consommation et la production risquent de se maintenir, si l'on se rappelle que l'écart entre des besoins de consommation en forte hausse, et l'offre limitée des systèmes de production dégradés, va se creuser du fait de la croissance rapide de la population, et surtout de la population urbain.

Les aléas climatiques limiteront les potentialités de cultures pluviales. Compte tenu de ces mécanismes économiques et démographiques, et en l'absence d'une stratégie volontariste de reconquête du marché national, les importations de céréales pourraient atteindre 1,2 million de tonnes en 2015.

Par contre, la maraîchage, le petit élevage et la pêche artisanale devraient contribuer à réduire cette distorsion entre consommation et production.

En ce qui concerne l'investissement, l'analyse structurelle a démontré son rôle de variable-clé de l'échec ou de la réussite des politiques de développement. Mais l'étude rétrospective a rappelé que son impact sur la croissance avait été faible.

Compte tenu de son rôle moteur sur la plupart des variables du système socio-économique, l'investissement apparaît comme un enjeu majeur, appelant la mise en oeuvre d'une stratégie multisectorielle, destinée à agir sur tout les mécanismes réducteurs de son impact, et à mobiliser les efforts de nombreux acteurs économiques, dans un environnement clair et stimulant.

## Valeurs et mentalités

L'idée générale qui se dégage de l'évolution tendancielle des valeurs et mentalités est que le système de la culture se caractérisera par une désarticulation croissante, et que les jeunes occuperont une place centrale au sein d'une culture en voie d'uniformisation et d'urbanisation.

Les mécanismes traditionnels de transmission des valeurs et de socialisation vont s'exercer de plus en plus mal au niveau de la famille et de l'école.

La famille risque de remplir de moins en moins bien sa fonction de ciment des générations autour de valeurs consensuelles. La question éducative risque en effet de se poser avec de plus en plus d'acuité - remettant de plus en plus en question les formes traditionnelles de l'autorité liées à l'âge : il faudra compter, dans le processus de transmission aux jeunes des valeurs sociales traditionnelles, avec l'impact de la communication et des valeurs véhiculées par l'Occident. Le modèle de la famille lui-même devrait être en pleine mutation avec le changement des stratégies matrimoniales traditionnelles dans une société où s'efface, avec l'urbanisation entre autres, l'idéologie des hiérarchies qui les fondait.

L'école et le système éducatif, en remplissant mal leur fonction d'insertion des jeunes dans l'appareil de production rempliront également mal leur fonction culturelle de socialisation et d'intégration par la diffusion des valeurs sociales. Il est à craindre, sur le plan de valeurs et des mentalités, que cela ne se traduise par une dégradation des vertus du civisme, de respect de la chose publique, de signification accordée à l'effort et au travail, toutes valeurs sur lesquelles une société fonde sa cohésion et son énergie culturelle et que l'école soit chargée de leur transmission, entre autres, de développer.

Il faut que la société sénégalaise puisse évoluer d'une manière raisonnée afin d'éviter les ruptures. Elle doit le faire pour deux raisons au moins :

-étant à une période où elle réinterprète son système de valeurs, une certaine vacance existe, qu'il est nécessaire de combler. C'est une chance à saisir :

~~-elle doit pouvoir rester au diapason des autres sociétés africaines et mondiales avec~~  
lesquelles ses échanges vont en s'accroissant.

La montée des populations jeunes pourrait devenir une chance pour un bon épanouissement et un renouvellement constant de la société.

### Le système éducatif

Les diverses études rétrospectives ont mis en évidence l'inadaptation du système éducatif, dont l'origine date de l'époque coloniale.

L'inadéquation formation-emploi risque de s'accroître en raison du divorce entre l'éducation, trop souvent confinée à l'acquisition de connaissances générales, et les besoins de l'économie nationale, des entreprises notamment.

\* Mais, la forte croissance des effectifs risque de rendre l'accès à l'école de plus en plus difficile, et de conduire à une baisse notable du taux de scolarisation. (Se fixer l'objectif de parvenir à la scolarisation universelle en 1015 supposerait la construction de 660 nouvelles classes et le recrutement de plus de 1000 enseignants supplémentaires par an, avec un taux de remplissage de 60 élèves par classe).

Aux problèmes d'effectifs, s'ajouteront des disparités concernant l'accès à l'école pour les enfants des zones rurales, et la relative sous-scolarisation des filles. Un autre risque majeur est constitué par la dégradation des conditions de travail au sein du système éducatif.

Le maintien des tendances actuelles du système éducatif semble comporter de nombreux risques pour l'épanouissement professionnel et la mobilité sociale de la jeunesse.

### Les pouvoirs

Il apparaît tendanciuellement des risques de blocage entre l'Etat et une société civile de plus en plus désarticulée, comme l'indique l'évolution probable de ses valeurs. Ces risques de blocage peuvent se manifester à divers niveaux, administratif, économique ou politique, et se traduire notamment par une absence de relatifs efficaces de la part de la société civile.

En conclusion, on voit apparaître l'enjeu qui consiste, pour l'Etat, à favoriser l'émergence d'une nouvelle culture politique qui puisse accompagner les nouvelles dynamiques socio-culturelles en germe dans la société civile.

D'après les conclusions de l'étude diagnostic de la société sénégalaise effectuée à la veille du IX° Plan, les principales tendances lourdes de l'étude « Sénégal 2015 » sont encore d'actualité. C'est dire que le VIII° Plan n'a fait que réaliser le scénario tendanciel de 2015 à quelques variantes. Des signes positifs sont entrain d'être enregistrés après la dévaluation avec l'adoption d'une stratégie globale d'ajustement à moyen terme visant à améliorer la compétitivité de l'économie et à renforcer les bases d'une croissance durable et un retour à une situation financière viable à moyen terme. En plus de la mise en oeuvre d'une politique macro-économique vertueuse, la stratégie de développement à moyen terme se fonde sur le rôle moteur dévolu au secteur privé pour tirer la croissance et sur la concertation entre partenaires au développement. Cette rupture dans la politique économique est en phase avec les axes stratégiques à long terme définis dans l'étude « Sénégal 2015 » qui demeurent toujours actuelles.

A la persistance de ces tendances lourdes s'ajoutent les germes de changement internes qui sont l'auto-organisation et le renforcement de l'initiative privée. Mais au niveau international, on note une mondialisation qui se traduit par une vive compétition des économies, une raréfaction des flux d'aides.

Le scénario tendanciel du IX° Plan est une suite de celui identifié par « Sénégal 2015 » et il s'agit même de se préciser dans ses aspects les plus défavorables.